

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°69-2023-288

PUBLIÉ LE 19 DÉCEMBRE 2023

Sommaire

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics /

69-2023-12-04-00015 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-10_EPRD 2024 (3 pages)	Page 4
69-2023-12-04-00016 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-11_Décision modificative 2023 (3 pages)	Page 8
69-2023-12-04-00017 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-12_Facturation groupements de commandes (3 pages)	Page 12
69-2023-12-04-00018 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-13_Elections (3 pages)	Page 16
69-2023-12-04-00019 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-14_Indemnisation de l'agent comptable (3 pages)	Page 20
69-2023-12-04-00020 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-15_Application de l'instruction M21 (2 pages)	Page 24
69-2023-12-04-00021 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-16_Nouveaux mandats (5 pages)	Page 27
69-2023-12-04-00022 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-17_Actualisation de la liste des membres (3 pages)	Page 33
69-2023-11-30-00024 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-18_Délégation de signature (8 pages)	Page 37
69-2023-12-04-00024 - GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération 2023-9_PV AG 09.03.2023 (2 pages)	Page 46

69_DDETS_Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités /

69-2023-11-29-00009 - DDETS69_P2EIP_ESUS_20231129_020_Arrêté portant agrément ESUS - REED (2 pages)	Page 49
---	---------

69_DDT_Direction départementale des territoires du Rhône /

69-2023-12-18-00003 - Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A153 du 18 décembre 2023 portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans le département du Rhône et de la Métropole de Lyon formation plénière (4 pages)	Page 52
69-2023-12-18-00004 - Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A154 du 18 décembre 2023 portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans le département du Rhône et de la Métropole de Lyon formation coordination de la prévention et d'indemnisation des dégâts de gibier (3 pages)	Page 57
69-2023-12-18-00005 - Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A155 du 18 décembre 2023 portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans le département du Rhône formation espèces susceptibles d occasionner des dégâts (3 pages)	Page 61

69-2023-12-14-00003 - Arrêté préfectoral portant approbation du dossier préliminaire de sécurité relatif au projet systèmes et ouvrages transverses du plan de mandat 2021-2026 (3 pages)	Page 65
69_Préf_Préfecture du Rhône / Direction des affaires juridiques et de l'administration locale	
69-2023-12-19-00001 - 69-2023-12-19 domiciliation entreprises ACPEG 2017-10 renouv (2 pages)	Page 69
69-2023-12-19-00006 - 69-2023-12-19 habilitation domaine funéraire PFBONNEPART 69-0214 renouv (1 page)	Page 72
69-2023-12-15-00003 - Arrêté préfectoral mettant fin aux compétences du syndicat mixte « Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'information » (EPARI) constitué entre le Département du Rhône, le Syndicat Rhodanien du câble, le Service Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours et la Métropole de Lyon (3 pages)	Page 74
69-2023-12-15-00004 - Arrêté préfectoral mettant fin aux compétences du syndicat Rhodanien de développement du câble (SRDC) (2 pages)	Page 78
69-2023-12-15-00002 - Arrêté préfectoral relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais (5 pages)	Page 81
69-2023-12-19-00002 - habilitation_domaine_funéraire_Asso_coop_funéraire_Lyon_69-0723_création (1 page)	Page 87
69-2023-12-19-00003 - habilitation_domaine_funéraire_OGF_Condrieu_69-0483_modif (2 pages)	Page 89
69-2023-12-19-00004 - habilitation_domaine_funéraire_OGF_Givors_69-0265_modif (2 pages)	Page 92
69-2023-12-19-00005 - habilitation_domaine_funéraire_PF PRIVILEGE OBSEQUES_69-0722_création (1 page)	Page 95

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00015

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-10_EPRD 2024

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 503 507** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

EPRD 2024

Délibération n° 2023-10

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	71
Oui	64
Non	2
Abstention	5

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte le projet d'EPRD 2024 suivant :

LIBELLES	EPRD 2024		EPRD 2024	LIBELLES
60 ACHATS	100 000 €			70 VALEURS DE PROD FABRIQUES, PREST
61 SERVICES	1 452 000 €			71 PRODUITS STOCKES, PROD EN COURS
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	3 330 000 €			72 PRODUCTION IMMOBILISEE
63 IMPOT TAXES ET VERST ASSIMILES	1 057 000 €			73
64 CHARGES DE PERSONNEL	10 671 000 €			74 SUBVENTION D'EXPLOITATION
			5 900 000 €	Abonnement
			7 000 000 €	CDA
			4 825 000 €	Groupements de commande
			0 €	Achat revente / appui conseil
			775 000 €	Recettes diverses
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	750 000 €		18 500 000 €	75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE
66 CHARGES FINANCIERES	5 000 €			76 PRODUITS FINANCIERS
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	235 000 €			77 PRODUITS EXCEPTIONNELS
68 DOTATIONS AMORT ET PROV	900 000 €			78 REPRISES SUR AMORT ET PROVIS
TOTAL DES CHARGES	18 500 000 €		18 500 000 €	TOTAL DES PRODUITS
Résultat 2024 (Excédent)	- €		- €	Résultat 2024 (Déficit)
TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	18 500 000 €		18 500 000 €	TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

Délibération 2023-10
Assemblée Générale du 22 novembre 2023

UniHA 9 rue Tuilliers 69003 Lyon SIRET 130 002 223 00027 - Page 2 sur 3

Tableau de passage du résultat prévisionnel à la CAF prévisionnelle

Résultat 2024	0		0	Résultat 2024
+ Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (cpté 675)	- €		- €	- Produits des cessions d'éléments d'actifs (cpté 775)
+ Dotations aux amortissements et aux provisions (cpté 68)	900 000 €			- Quote part des subventions virée au résultat (cpté 777)
				- Reprise sur amortissements et provisions (cpté 78)
Sous total 1	900 000 €		- €	Sous total 2
Capacité d'autofinancement	900 000 €		- €	Insuffisance d'autofinancement

Tableau de financement prévisionnel

	EPRD 2024		EPRD 2024	
Insuffisance d'autofinancement			900 000	Capacité d'autofinancement
Titre 1 : remboursement des dettes financières (cpté 164-165-167)	- €			Titre 1 : Emprunts (164,165,167)
Titre 2 : immobilisations (cpté 2)	1 566 000 €			Titre 2 : dotations et subventions (cpté 102 et 131)
Titre 3 : autres dépenses	- €			Titre 3 : autres recettes (cpté 775)
Total des emplois	1 566 000 €		900 000 €	Total des ressources
Apport au fonds de roulement	- €		666 000 €	Prélèvement sur le fonds de roulement
TOTAL EQUILIBRE DU TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGÉ	1 566 000 €		1 566 000 €	TOTAL EQUILIBRE DU TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGÉ

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00016

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-11_Décision modificative 2023

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 503 507** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

DECISION MODIFICATIVE 2023

Délibération n ° 2023-11

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	71
Oui	63
Non	0
Abstention	8

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte la décision modificative 2023, section investissement suivante :

	EPRD 2023	DM	EPRD 2023 APRES DM
Titre 1 : remboursement des dettes financières (cpté 164-165-167)	- €		- €
Titre 2 : immobilisations (cpté 2)	400 000 €	185 000 €	585 000 €
Titre 3 : autres dépenses	- €		- €
Total des emplois	400 000 €	185 000 €	585 000 €

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00017

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-12_Facturation groupements de
commandes

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 392 587** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Modification des conditions de facturation des groupements de commandes

Délibération n° 2023-12

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	69
Oui	55
Non	3
Abstention	11

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte les nouvelles modalités de facturation des groupements de commandes :

- le montant total des groupements à facturer est voté en AG selon l'EPRD,
- UniHA calcule le nombre total d'adhésions en groupements de commandes annuellement,
- UniHA facture le ratio entre le montant voté en assemblée générale et le nombre d'adhésions aux procédures notifiées dans l'année,
- modalités de calcul à l'usage de la consommation du nombre de procédures désormais applicable et facturé annuellement.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00018

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-13_Elections

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'Assemblée Générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec :

Président(e) - Directeur Général de CHU : **13 037 011** voix.

Vice-Président(e) - Directeur Général de CH : **12 953 138** voix.

Directeur(rice) des achats de CH : **12 591 606** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Elections des membres au Conseil d'Administration

Collège 1 : établissements supports de GHT

Délibération n ° 2023-13

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré, sont élus :

Président(e) - Directeur Général de CHU

Pascale MOCAËR - Directrice Générale du CHU de Limoges

Suffrage exprimé	74
Oui	73
Non	1
Abstention	0

Vice-Président(e) - Directeur Général de CH

Diane PETTER - Directrice Générale des hôpitaux de la direction commune Poissy-Saint-Germain-en-Laye - Mantes-la-Jolie - Meulan-les-Mureaux

Suffrage exprimé	73
Oui	67
Non	4
Abstention	2

Directeur(rice) des achats de CH

Laurent CHABOT - Directeur des achats et des ressources matérielles des centres hospitaliers de Saintes et Saint-Jean-d'Angély

Suffrage exprimé	72
Oui	66
Non	2
Abstention	4

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00019

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-14_Indemnisation de l'agent comptable

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 392 587** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Indemnisation de l'agent comptable

Délibération n° 2023-14

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Vu les dispositions du décret n° 2023-14 du 18 janvier 2023, l'assemblée délibérante d'un groupement de coopération sanitaire est désormais souveraine pour fixer le niveau des indemnités dues à l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	69
Oui	61
Non	2
Abstention	6

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte l'indemnisation de l'agent comptable, avec application avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2023, suivante :

- indemnité de Maniement des Fonds (IMF) à 1 720 € annuel,
- indemnité pour Rémunération de Service (IRS) à 100 % du traitement brut attaché à l'indice brut 370.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00020

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-15_Application de l'instruction M21

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 392 587** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Application de l'instruction M21

Délibération n° 2023-15

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Vu les dispositions du décret n° 2023-14 du 18 janvier 2023,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	69
Oui	68
Non	0
Abstention	1

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte l'application de la nomenclature budgétaire et comptable M21 depuis le 1^{er} janvier 2022.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

Délibération 2023-15
Assemblée Générale du 22 novembre 2023

UniHA 9 rue Tuilliers 69003 Lyon SIRET 130 002 223 00027 - Page 2 sur 2

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00021

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-16_Nouveaux mandats

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'Assemblée Générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 392 587** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Nouveaux mandats aux établissements membres du GCS UniHA pour coordonner des marchés publics inscrits au programme de travail du GCS UniHA

Délibération n° 2023-16

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Il est donné mandat :

- Au **CHU de Saint Etienne** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :
 - Les vêtements professionnels et oreillers
 - Les textiles d'entretien
 - Les emballages plastiques

Ces mandats concernent la filière « Blanchisserie » de UniHA.

- Aux **Hospices Civils de Lyon** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :
 - Mobiliers pour l'environnement patient
 - Distributeurs automatiques de vêtements (DAV)
 - Biberons
 - Oreille augmentée
 - Releveur
 - Matelas latéralisant
 - Couverture multi sensorielle
 - Réchauffement patient

Ces mandats concernent la filière « Consommables et équipements des unités de soin (CEUS) » de UniHA.

- Objets de pansements
- Gants
- Médicaments dérivés du sang recombinants et issus de thérapie génique

Ces mandats concernent la filière « Produits de santé (PDS) » de UniHA.

- Ventilation

Ce mandat concerne la filière « Ingénierie biomédicale (IBM) » de UniHA.

- Au **CHU de Bordeaux** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :
 - DMI de rythmologie
 - Hormones systémiques, Muscles et Squelette et Apparentés, Médicaments du système Génito-urinaire et Hormones sexuelles, Antidotes et Produits de diagnostic
 - Médicaments Radiopharmaceutiques à Usage Médical et Produits de Contraste
 - Gaz conditionnés
 - Gaz Médicaux avec Mise à Disposition & Maintenance des Installations
 - Grossiste Répartiteur

Ces mandats concernent la filière « Produits de santé (PDS) » de UniHA.

- Au **CHU de Toulouse** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :
 - Electrodes
 - Abord chirurgical
 - Abord digestif, urologique, gynécologique
 - Accès précoces et accès compassionnels
 - Anti-infectieux

Ces mandats concernent la filière « Produits de santé (PDS) » de UniHA.

- Au **CHU de Angers** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :
 - Chariots distribution boissons chaudes
 - Produits laitiers et ovoproduits
 - Produits surgelés
 - Solutions de restauration plats cuisinés

Ces mandats concernent la filière « Restauration » de UniHA.

- Au **CHU de Tours** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :

- Produits d'épicerie et boissons

Ce mandat concerne la filière « Restauration » de UniHA.

- Au **CHU de Nantes** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :

- Assurance automobile
- Assurance dommage aux biens

Ce mandat concerne la filière « RH-PI » de UniHA.

- Au **CHU de Montpellier** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :

- Chariots de manutention
- Véhicules de transport de patients
- Mobilités légères
- Transport Aérien de greffons et équipe chirurgicale

Ces mandats concernent la filière « Transport » de UniHA.

- Au **CHU de Lille** pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :

- Fournitures de DM stériles de Biopsie et Drainage, dispositifs d'immobilisation et de monitoring à usage unique
- Fourniture de Drapage, Habillage, Trousses de Spécialités, Sets de soins, Housses de Protection et Accessoires de drapage
- Fourniture de Matières premières à usage pharmaceutiques, articles de conditionnement
- Fourniture de Matières premières, Préparations Hospitalières et Spécialités Pharmaceutiques AGEPS
- Médicaments du système nerveux
- Solutés de perfusion et de nutrition parentérale

Ces mandats concernent la filière « Produits de santé (PDS) » de UniHA.

- A l'APHM pour passer en qualité de coordonnateur de groupements de commande constitués dans le cadre de l'activité de UniHA, sur l'année civile 2024, tous les marchés ayant pour objet et relevant des segments suivants :

- Fourniture de solutions globales pour l'injection de produits de contraste en imagerie

Ce mandat concerne la filière « Produits de santé (PDS) » de UniHA.

Les coordinations ci-avant visées peuvent renoncer à leur mandat en cours d'année. La renonciation pourra prendre la forme d'un écrit électronique signé du coordonnateur.

Le cas échéant, le marché relevant du segment concerné pourra être passé par le GCS UniHA.

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	69
Oui	68
Non	0
Abstention	1

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte les nouveaux mandats aux établissements membres UniHA pour coordonner des marchés publics UniHA

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00022

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-17_Actualisation de la liste des membres

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'assemblée générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'Assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 503 507** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Actualisation de la liste des membres du GCS UniHA

Délibération n° 2023-17

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	71
Oui	69
Non	1
Abstention	1

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte la liste actualisée des membres du GCS UniHA.
Cette nouvelle liste vaut modification de l'annexe 1 de la convention constitutive du GCS UniHA.

Les membres donnent tout pouvoir à l'administrateur unique à l'effet de, au nom et pour le compte des membres du GCS UniHA :

- signer la convention constitutive actualisée de l'annexe 1 dressant la liste des membres du GCS UniHA au 22 novembre 2023,
- transmettre la convention constitutive actualisée au 22 novembre 2023 pour approbation au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-11-30-00024

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-18_Délégation de signature

Délégation de signature

Décision 2023-18

Le 30 novembre 2023

- Vu les articles L.633-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;
- Vu l'arrêté n°2022-17_0279 du Directeur Général de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes en date du 6 juillet 2022 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA,
- Vu la décision 2022-571 en date du 1^{er} novembre 2022 portant nomination de M Walid Ben Brahim en qualité de Directeur Général du GCS UniHA,
- Vu la délibération 2023-18, en date du 30 novembre 2023, relative à l'élection de Mme Pascale MOCAËR, Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges en qualité de Présidente du GCS UniHA

ARTICLE 1 – OBJET

La présente décision précise les modalités de délégation de signature de Madame Pascale Mocaër, Présidente du GCS UniHA et Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges.

Elle annule et remplace les précédentes décisions.

S'agissant d'une délégation de signature, la Présidente peut évoquer toute affaire relevant des matières ci-dessous. Le délégataire peut également soumettre à la Présidente tout dossier, relevant de son domaine délégué, qui nécessiterait un examen spécifique ou justifierait d'un visa par ses soins.

ARTICLE 2 – Délégation de signature à Monsieur Walid Ben Brahim

Délégation est donnée à **Monsieur Walid Ben Brahim**, Directeur Général du GCS UniHA, pour signer :

- Toute décision d'organisation interne ;
- Toute correspondance avec les tiers relative à l'administration générale du GCS UniHA ;
- Les titres de recettes et mandats relatifs à des dépenses et recettes ne relevant pas de la compétence des délégataires visés dans la présente décision ;
- Les marchés passés par le GCS UniHA pour le compte de ses adhérents dont le montant de la procédure, tous lots confondus, est supérieur à 5 000 000€ et les décisions afférentes
- Les marchés passés pour les besoins propres du GCS UniHA dont le montant de la procédure, tous lots confondus, est supérieur à 200 000€, et les décisions afférentes ;
- Les accords de partenariats institutionnels.

ARTICLE 3 – Délégation de signature à Monsieur Vincent Berne

Délégation est donnée à **Monsieur Vincent Berne**, Directeur général adjoint de la direction Appui et Ressources, pour signer, dans la limite des attributions de ce département :

- Toutes décisions, notes d'information et correspondances relevant de la compétence des services de la direction Appui et Ressources, à l'exception des contrats de travail et de leurs avenants ;
- Les certificats administratifs établis pour les besoins de cette direction ;
- Les actes, contrats et autres documents résultant des relations entre UniHA et les établissements bancaires, et notamment les décisions concernant les créances du GCS ;
- L'évaluation annuelle des agents affectés aux services de la direction Appui et Ressources ;
- Les congés annuels, RTT et autorisations d'absences des agents affectés aux services de la direction Appui et Ressources ;
- Les engagements de dépenses du siège administratif, les bons de commandes et les attestations et certifications de service fait pour les dépenses du siège administratif d'un montant inférieur à 40 000 euros HT ;
- Les marchés publics passés pour les besoins propres du GCS UniHA et dont le montant, tous lots confondus, est inférieur à 200 000€ et toutes les décisions relatives à ces marchés.

La présente délégation de signature emporte délégation pour attester le caractère exécutoire des pièces justificatives des mandats et titres.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Vincent Berne**, les délégataires désignés sont :

- Pour la signature des marchés publics visés au présent article et de leurs avenants :

Monsieur Walid Ben Brahim, Directeur Général

Madame Véronique Bertrand, Directrice générale adjointe de la Direction de de l'Offre

- Pour la signature des autres actes visés au présent article :

Madame Séverine Moulin, Responsable Appui et Ressources

Madame Anne-Flore Herchkovitch, Responsable Projets et Outils numériques

Chacune pour signer les documents internes d'organisation se rapportant à l'organisation et activité de son service.

ARTICLE 4 – Délégation de signature à Madame Véronique Bertrand

Délégation est donnée à **Madame Véronique Bertrand**, Directrice générale adjointe de la Direction de l'Offre, pour signer, dans la limite des attributions de ce département :

- Toutes décisions et correspondances relevant de la compétence de la Direction de l'Offre ;
- Les certificats administratifs établis par cette direction ;
- L'évaluation annuelle des agents affectés aux services de la Direction de l'Offre ;
- Les congés annuels, RTT et autorisations d'absences des agents affectés aux services du Département de l'offre ;
- Les engagements de dépenses du siège administratif, les bons de commandes et les attestations et certifications de service fait pour les dépenses du Département de l'offre d'un montant inférieur à 40 000 euros HT,
- Les marchés publics passés par le GCS UniHA pour le compte de ses adhérents et dont le montant, tous lots confondus, est inférieur à 5 000 000€, et les décisions y afférentes
- Les actes de sous-traitance des marchés passés par le GCS UniHA pour le compte de ses adhérents,
- Les avenants aux marchés passés par le GCS pour le compte de ses adhérents, quel que soit leur montant,
- Les PV de la Commission de choix
- Les accords de confidentialité

La présente délégation de signature emporte délégation pour attester le caractère exécutoire des pièces justificatives des mandats et titres.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Véronique Bertrand**, les délégataires désignés sont :

- Pour la signature des marchés publics visés au présent article et de leurs avenants :

Monsieur Walid Ben Brahim, Directeur Général

Monsieur Vincent Berne, Directeur général adjoint de la direction Appui et Ressources

- Pour la signature des autres actes :

Monsieur Anthony Mauro, Responsable de la production de l'offre, pour les actes suivants :

- les courriers de validation candidature SAD
- les courriers de déclaration sans suite
- les certificats administratifs sans impact financier
- les courriers d'invitation à soumissionner
- les courriers d'invitation à remettre une offre finale

Madame Céline Dobsik, Directrice du Service Juridique, pour les documents se rapportant à l'organisation interne du service juridique et les courriers à l'attention des avocats et des juridictions ;

Madame Arianne Hay, Responsable du service Méthodes-Programmation, pour les documents se rapportant à l'organisation interne du service Méthodes-Programmation.

ARTICLE 5 – Délégation de signature à Monsieur Frédéric Robelin

Délégation est donnée à **Monsieur Frédéric Robelin**, Directeur général adjoint de la Direction Relation aux Etablissements, pour signer, dans la limite des attributions de ce département :

- Toutes décisions et correspondances relevant de la compétence de la Direction Relation aux Etablissements ;
- Les conventions d'adhésion à UniHA ;
- Les certificats administratifs établis par cette direction ;
- L'évaluation annuelle des agents affectés à la Direction relation aux établissements ;
- Les congés annuels, RTT et autorisations d'absences du service des agents affectés à la Direction Relation aux Etablissements ;
- Les engagements de dépenses du siège administratif, les bons de commandes et les attestations et certifications de service fait pour les dépenses de la Direction relation aux établissements d'un montant inférieur à 40 000 euros HT,

La présente délégation de signature emporte délégation pour attester le caractère exécutoire des pièces justificatives des mandats et titres.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Frédéric Robelin**, le délégataire désigné est Madame **Clémence Bultel**, Responsable du service adhésions et centrale d'achat.

ARTICLE 6 – Délégation de signature à Madame Stéphanie Da Costa

Délégation est donnée à **Madame Stéphanie Da Costa**, Directrice de la communication et des partenariats, pour signer, dans la limite des attributions de ce département :

- Toutes décisions et correspondances relevant de la compétence de la Direction de la communication et des partenariats ;
- Les certificats administratifs établis par cette direction ;
- L'évaluation annuelle des agents affectés à la Direction de la communication et des partenariats ;
- Les congés annuels, RTT et autorisations d'absences du service des agents affectés à la Direction de la communication et des partenariats ;
- Les engagements de dépenses du siège administratif, les bons de commandes et les attestations et certifications de service fait pour les dépenses de la Direction de la communication et des partenariats d'un montant inférieur à 40 000 euros HT,

La présente délégation de signature emporte délégation pour attester le caractère exécutoire des pièces justificatives des mandats et titres.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Stéphanie Da Costa**, le délégataire désigné est **Madame Anne Paillet**, Responsable marketing et communication.

ARTICLE 7 – Délégation de signature à Monsieur Thomas Jan

Délégation est donnée à **Monsieur Thomas Jan**, Directeur Général Adjoint, de la Stratégie Numérique, pour signer, dans la limite des attributions de ce département :

- Toutes décisions et correspondances relevant de la compétence de la Direction de la Stratégie Numérique ;
- Les certificats administratifs établis par cette direction ;
- L'évaluation annuelle des agents affectés à la Stratégie Numérique ;
- Les congés annuels, RTT et autorisations d'absences du service des agents affectés à la Direction Stratégie Numérique ;
- Les engagements de dépenses du siège administratif, les bons de commandes et les attestations et certifications de service fait pour les dépenses de la Direction Stratégie Numérique d'un montant inférieur à 40 000 euros HT,

La présente délégation de signature emporte délégation pour attester le caractère exécutoire des pièces justificatives des mandats et titres.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Thomas Jan**, le délégataire désigné est **Monsieur Walid Ben Brahim**, Directeur Général.

ARTICLE 8 – Délégation de signature à Madame Clémence Bultel

Délégation est donnée à **Madame Clémence Bultel**, Responsable du service adhésions et centrale d'achat, pour signer :

- Les conventions de mise à disposition des marchés auprès des adhérents de la centrale d'achat
- Les lettres d'information aux entreprises, relatives à l'adhésion à la centrale d'achat

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Clémence Bultel**, le délégataire désigné est **Monsieur Frédéric Robelin**, Directeur relation aux établissements.

ARTICLE 9 - DOMAINES EXCLUS DE LA DELEGATION DE SIGNATURE

En dehors des actes expressément délégués dans la présente délégation, il est réservé à la Présidente du GCS UniHA la signature des contrats de travail des salariés et de leurs avenants.

ARTICLE 10 – EFFET ET PUBLICITE

La présente délégation de signature est applicable à compter de sa publication la rendant consultable.

Elle sera notifiée à chaque délégataire et fera l'objet d'une transmission à chaque direction du GCS UniHA.

Elle sera portée à la connaissance des Conseil d'Administration et transmise à l'agent comptable du GCS accompagnée du modèle de signature de l'ensemble des nouveaux délégataires.

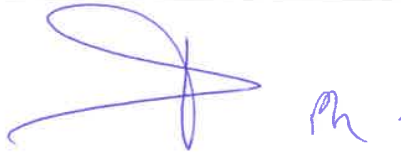







Elle fera par ailleurs l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département du Rhône.







Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Pascale MOCAËR
Présidente GCS UniHA



Annexe 1 : Spécimens de signature

Mme Pascale MOCAËR	
M. Walid BEN BRAHIM	
M. Vincent BERNE	
Mme Véronique BERTRAND	
M. Frédéric ROBELIN	
Mme Stéphanie DA COSTA	
M. Thomas JAN	
Mme Clémence BULTEL	

Mme Séverine MOULIN	
Mme Anne-Flore HERCHKOVITCH	
M. Anthony MAURO	
Mme Céline DOBSIK	
Mme Ariane HAY	
Mme Anne PAILLET	

69_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2023-12-04-00024

GCS UniHA_AG 22.11.2023_Délibération
2023-9_PV AG 09.03.2023

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Extrait du registre des délibérations

L'Assemblée Générale s'est tenue le 22 novembre 2023.

Les votes des délibérations inscrites à l'ordre du jour se sont déroulés du 22 au 28 novembre 2023.

La note de présentation de l'ordre du jour a été transmise le 15 novembre 2023 à l'assemblée.

L'exposé des délibérations s'est déroulé en présentiel et en visioconférence le 22 novembre 2023.

Le collège électoral est constitué de 22 259 254 voix.

Le quorum est atteint avec **12 503 507** voix.

La liste nominative des votants est jointe au procès-verbal de l'assemblée générale.

22 novembre 2023

ASSEMBLEE GENERALE

Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 9 mars 2023

Délibération n° 2023-9

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Rhône-Alpes-Auvergne du 24 septembre 2021 approuvant la convention constitutive du GCS UniHA en date du 22 juin 2021,

Après en avoir délibéré,

Suffrage exprimé	71
Oui	69
Non	1
Abstention	1

L'Assemblée Générale du GCS UniHA adopte le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 9 mars 2023.

Fait à Lyon, le 30 novembre 2023

Certifié exécutoire par transmission à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Président
Pierre THEPOT

Diffusion :

- Publication
- ARS Auvergne-Rhône-Alpes
- Trésorier du GCS UniHA

Délibération 2023-9
Assemblée Générale du 22 novembre 2023

UniHA 9 rue Tuilleries 69003 Lyon SIRET 130 002 223 00027 - Page 2 sur 2

69_DDETS_Direction départementale de
l'emploi du travail et des solidarités

69-2023-11-29-00009

DDETS69_P2EIP_ESUS_20231129_020_Arrêté
portant agrément ESUS - REED

Arrêté n° DDETS69_P2EIP_ESUS_20231129_020

*LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE*
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (articles 1, 2 et 11) modifiée par l'article 105 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises (loi PACTE) et l'article 157 (V) de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 ;

Vu le décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » ;

Vu le décret n° 2015-760 du 24 juin 2015 pris pour l'application de l'article 1er, alinéa 15, de la loi du 31 juillet 2014 ;

Vu le décret n° 2015-858 du 13 juillet 2015 relatif aux statuts des sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

Vu l'article L.3332-17-1 du Code du Travail ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 69-2023-08-21-00008 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent WILLEMANN, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Rhône;

Vu le dossier complet présenté au directeur de la DDETS du Rhône, le 21/11/2023 par l'association REED, sise 42 Grande rue de Vaise, 69009 Lyon en vue d'obtenir l'agrément « ESUS » ;

Considérant que l'association REED remplit les conditions légales pour bénéficier de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » ;

A R R E T E

Article 1 : L'association **REED** numéro de SIRET: 384 799 540 00032, sise 42 Grande rue de Vaise, 69009 Lyon **est agréée « Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale » pour une durée de 5 ans**, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur de la DDETS du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Rhône, accessible sur le site internet de la préfecture du Rhône et communication sera faite sur le site internet de la CRESS.

Fait à Villeurbanne, le 29 novembre 2023

Pour la Préfète du Rhône,
Et par délégation,
La responsable du service Accompagnement
des Mutations Économiques,

Mathilde ARNOULT

Voies de Recours : si vous estimez que la présente décision est contestable, les voies de recours suivantes vous sont ouvertes dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ces recours ne sont pas suspensifs :

- **Recours gracieux auprès de la directrice départementale la DDETS du Rhône**, 8/10 rue du Nord - 69100 Villeurbanne.

Page 1 sur 2

- **Recours hiérarchique** devant la Ministre du Travail - Direction Générale du Travail 39-43 quai André Citroën 75015 PARIS et le Ministre de l'Economie, 139 rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12 (PESSI).

- **Recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Lyon** - 184, rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

69_DDT_Direction départementale des
territoires du Rhône

69-2023-12-18-00003

Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A153 du 18
décembre 2023 portant renouvellement de la
Commission départementale de la chasse et de
la faune sauvage dans le département du Rhône
et de la Métropole de Lyon formation plénière

**Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A153 du 18 décembre 2023
portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse
et de la faune sauvage dans le département du Rhône et de la Métropole de Lyon
formation plénière**

La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète de la Zone de défense et de sécurité sud-est,
Préfète du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les articles, L. 426-5, R. 421-29 à R. 421-32 relatifs à la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage,

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R. 133-1 et suivants,

VU le décret 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9,

VU l'arrêté préfectoral n°69-2022-04-21-00004 du 21 avril 2022 portant délégation de signature à Mme Vanina NICOLI, préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône,

VU les désignations effectuées par les différentes instances représentées au sein de la commission,

CONSIDÉRANT qu'il convient de renouveler la composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation « plénière »,

ARRÊTE

Article 1 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation plénière est renouvelée pour une durée de trois ans à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Article 2 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation plénière, présidée par la Préfète ou son représentant, est constituée des membres suivants :

Quatre représentants de l'État et de ses établissements publics :

- Monsieur le directeur départemental des territoires du Rhône ou son représentant,

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou son représentant,
- Monsieur le délégué régional de l'Office français de la biodiversité,
- Monsieur le représentant des lieutenants de l'ovierie du département.

Dix représentants des différents modes de chasse :

- Monsieur le Président de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Michel BOUCHARD, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Pierre COURSAT, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Louis DAMPFHOFFER, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-François DELAIGUE, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Michel DORIER, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Régis FAYOT, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Gilbert GIROUD, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Noël PERROT, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Claude MAZET, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,

ainsi que trois suppléants :

- Monsieur Robin BELLON, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Franck DUMOULIN, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Emmanuel DE GUILLEBON, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon.

Deux représentants des piégeurs :

- Monsieur Christian BOYER, président de l'Association des piégeurs agréés du Rhône,
- Monsieur Raymond TRICAUD, membre de l'Association des piégeurs agréés du Rhône,

ainsi qu'un suppléant :

- Monsieur Maurice BOISGIBAUT, membre de l'Association des piégeurs agréés du Rhône.

Quatre représentants de la propriété forestière privée, de la propriété forestière non domaniale relevant du régime forestier et de l'Office national des forêts :

- Monsieur Guillaume BÉAL, responsable de l'unité territoriale du Rhône de l'Office national des forêts,
- Monsieur Christian VIVIER-MERLE, conseiller départemental du canton du Val d'Oingt, Département du Rhône,
- Monsieur Lionel PRADINES, membre de FRANSYLVA Rhône,
- Monsieur Jacques SERVAN, membre de FRANSYLVA Rhône,

ainsi que deux suppléants :

- Madame Colette DARPIN, conseillère départementale du canton de Thizy-les-Bourgs, Département du Rhône,
- Monsieur Bruno de BROSSE, président de FRANSYLVA Rhône.

Cinq représentants des intérêts agricoles dans le département :

- Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture du Rhône ou son représentant, Monsieur Erick DOMINIQUE,
- Monsieur Jean-François PORTHIER, membre de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône,
- Monsieur Aurélien DELHOMME, membre des Jeunes Agriculteurs du Rhône,
- Monsieur Sébastien MAGNIN, membre de la Confédération paysanne,
- Monsieur Guillaume BLANCHET, membre de la Coordination rurale,

ainsi que quatre suppléants :

- Monsieur Alain JURY, membre de la Chambre d'agriculture du Rhône,
- Monsieur Xavier GONNET, membre de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône,
- Monsieur Rémi LAFFAY, Président des Jeunes agriculteurs,
- Madame BOYER Françoise, Présidente de la Coordination rurale.

Deux représentants d'associations agréées au titre de l'article L 141-1 du code de l'environnement dans le domaine de la conservation de la faune et de la protection de la nature :

- Monsieur Denis VERCHERE, président de la Ligue de protection des oiseaux Auvergne-Rhône-Alpes, délégation territoriale Rhône,
- Monsieur Maxime MEYER, président de France nature environnement Rhône,

ainsi que deux suppléants :

- Monsieur Florian BRUNET, membre de France nature environnement Rhône,
- Monsieur Patrice FRANCO, directeur de la Ligue de protection des oiseaux Auvergne-Rhône-Alpes, délégation territoriale Rhône.

Une personnalité qualifiée en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse ou de la faune sauvage :

- Monsieur Romain LASSEUR, directeur de la société Izipest.

Article 3 : Chaque membre peut donner un mandat à un membre de la même formation de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, à condition qu'il appartienne au même collège que le mandant.

Article 4 : Chaque membre peut être assisté, pour un appui technique, par une seule personne. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 5 : La commission peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 6 : Toute personne qui démissionne, ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, est remplacé, pour la durée du mandat qui reste à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 8 : La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La préfète,
Secrétaire générale,
Préfète déléguée pour l'égalité des chances
Signé
Vanina NICOLI

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

69_DDT_Direction départementale des
territoires du Rhône

69-2023-12-18-00004

Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A154 du 18
décembre 2023 portant renouvellement de la
Commission départementale de la chasse et de
la faune sauvage dans le département du Rhône
et de la Métropole de Lyon formation
coordination de la prévention et
d'indemnisation des dégâts de gibier



**Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A154 du 18 décembre 2023
portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse
et de la faune sauvage dans le département du Rhône et de la Métropole de Lyon
formation coordination de la prévention et d'indemnisation des dégâts de gibier**

La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète de la Zone de défense et de sécurité sud-est,
Préfète du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les articles, L. 426-5, R. 421-29 à R. 421-32 relatifs à la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage,

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R. 133-1 et suivants,

VU le décret 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9,

VU l'arrêté préfectoral n°69-2022-04-21-00004 du 21 avril 2022 portant délégation de signature à Mme Vanina NICOLI, préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône,

VU les désignations effectuées par les différentes instances représentées au sein de la commission,

CONSIDÉRANT qu'il convient de renouveler la composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation « coordination de la prévention et d'indemnisation des dégâts de gibier »,

ARRÊTE

Article 1 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation coordination de la prévention et d'indemnisation des dégâts de gibier est renouvelée pour une durée de trois ans à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Article 2 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation « coordination de la prévention et d'indemnisation des dégâts de gibier », présidée par la Préfète ou son représentant, est constituée des membres suivants :

Trois représentants de l'État et de ses établissements publics :

- Monsieur le directeur départemental des territoires du Rhône ou son représentant,

- Monsieur le délégué régional de l'Office français de la biodiversité,
- Monsieur le représentant des lieutenants de l'ouvrier du département.

Trois représentants des différents modes de chasse :

- Monsieur le Président de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Michel DORIER administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Gilbert GIROUD, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,

ainsi que deux suppléants :

- Monsieur Jean-Pierre COURSAT, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon,
- Monsieur Jean-Claude MAZET, administrateur de la Fédération départementale des chasseurs du Rhône et de la métropole de Lyon.

Trois représentants des intérêts agricoles dans le département :

- Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture du Rhône ou son représentant, Monsieur Erick DOMINIQUE,
- Monsieur Jean-François PORTHIER, membre de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône,
- Monsieur Aurélien DELHOMME, membre des Jeunes Agriculteurs du Rhône,

ainsi que trois suppléants :

- Monsieur Alain JURY, membre de la Chambre d'agriculture du Rhône,
- Monsieur Xavier GONNET, membre de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Rhône,
- Monsieur Rémi LAFFAY, Président des Jeunes agriculteurs.

Trois représentants de la propriété forestière privée, de la propriété forestière non domaniale relevant du régime forestier et de l'Office national des forêts :

- Monsieur Guillaume BÉAL, responsable de l'unité territoriale du Rhône de l'Office national des forêts,
- Monsieur Lionel PRADINES, membre de FRANSYLVA Rhône,
- Jacques SERVAN, membre de FRANSYLVA Rhône,

ainsi qu'un suppléant :

- Monsieur Bruno de BROSSE, président de FRANSYLVA Rhône.

Article 3 : Chaque membre peut donner un mandat à un membre de la même formation de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, à condition qu'il appartienne au même collège que le mandant.

Article 4 : Chaque membre peut être assisté, pour un appui technique, par une seule personne. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 5 : La commission peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 6 : Toute personne qui démissionne, ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, est remplacé, pour la durée du mandat qui reste à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 8 : La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La préfète,
Secrétaire générale,
Préfète déléguée pour l'égalité des chances
Signé
Vanina NICOLI

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

69_DDT_Direction départementale des
territoires du Rhône

69-2023-12-18-00005

Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A155 du 18
décembre 2023 portant renouvellement de la
Commission départementale de la chasse et de
la faune sauvage dans le département du Rhône
formation espèces susceptibles d occasionner
des dégâts

**Arrêté préfectoral n° DDT - 2023-A155 du 18 décembre 2023
portant renouvellement de la Commission départementale de la chasse
et de la faune sauvage dans le département du Rhône
formation espèces susceptibles d'occasionner des dégâts**

La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète de la Zone de défense et de sécurité sud-est,
Préfète du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles, L. 426-5, R. 421-29 à R. 421-32 relatifs à la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage,
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R. 133-1 et suivants,
- VU** le décret 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9,
- VU** l'arrêté préfectoral n°69-2022-04-21-00004 du 21 avril 2022 portant délégation de signature à Mme Vanina NICOLI, préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône,
- VU** les désignations effectuées par les différentes instances représentées au sein de la commission,

CONSIDÉRANT qu'il convient de renouveler la composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts »,

ARRÊTE

Article 1 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts » est renouvelée pour une durée de trois ans à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Article 2 : La commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation espèces susceptibles d'occasionner des dégâts, présidée par la Préfète ou son représentant, est constituée des membres suivants :

Trois représentants de l'État et de ses établissements publics :

- Monsieur le directeur départemental des territoires du Rhône ou son représentant,
- Monsieur le délégué régional de l'Office français de la biodiversité,

- Monsieur le représentant des lieutenants de l'ouvèterie du dèpartement.

Un reprèsentant des diffèrents modes de chasse :

- Monsieur le Prèsidant de la Fèdèration dèpartementale des chasseurs du Rhône et de la mètropole de Lyon,

ainsi qu'un supplèant :

- Monsieur Jean-Louis DAMPHOFFER, administrateur de la Fèdèration dèpartementale des chasseurs du Rhône et de la mètropole de Lyon.

Un reprèsentant des piègeurs :

- Monsieur Christian BOYER, prèsidant de l'Association des piègeurs agrèes du Rhône,

ainsi qu'un supplèant :

- Monsieur Raymond TRICAUD, membre de l'Association des piègeurs agrèes du Rhône.

Un reprèsentant des intèrêts agricoles dans le dèpartement :

- Monsieur le Prèsidant de la Chambre d'agriculture du Rhône ou son reprèsentant, Monsieur Erick DOMINIQUE,

ainsi qu'un supplèant :

- Monsieur Alain JURY, membre de la Chambre d'agriculture.

Un reprèsentant d'associations agrèes au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement actives dans le domaine de la conservation de la faune et de la protection de la nature :

- Monsieur Denis VERCHÈRE, prèsidant de la Ligue de protection des oiseaux Auvergne Rhône-Alpes, dèlègation territoriale Rhône,

ainsi qu'un supplèant :

- Monsieur Patrice FRANCO, directeur de la Ligue de protection des oiseaux Auvergne Rhône-Alpes, dèlègation territoriale Rhône.

Une personnalitè qualifièe en matièrè scientifique et technique dans le domaine de la chasse ou de la faune sauvage :

- Monsieur Romain LASSEUR, directeur de la sociètè Izipest.

Article 3 : Chaque membre peut donner un mandat à un membre de la mème formation de la commission dèpartementale de la chasse et de la faune sauvage, à condition qu'il appartienne au mème collègè que le mandant.

Article 4 : Chaque membre peut ètre assistè, pour un appui technique, par une seule personne. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 5 : La commission peut, sur dècision de son prèsidant, entendre toute personne extèrieure dont l'audition est de nature à èclairer ses dèlibèrations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 6 : Toute personne qui dèmissionne, ou perd la qualitè en raison de laquelle il a ètè nommè, est remplacè, pour la durèe du mandat qui reste à courir par une personne dèsignèe dans les mèmes conditions.

Article 8 : La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La préfète,
Secrétaire générale,
Préfète déléguée pour l'égalité des chances
Signé
Vanina NICOLI

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

69_DDT_Direction départementale des
territoires du Rhône

69-2023-12-14-00003

Arrêté préfectoral portant approbation du
dossier préliminaire de sécurité relatif au projet
systèmes et ouvrages transverses du plan de
mandat 2021-2026



Arrêté préfectoral n°69-2023-12-14-00003 du 14 décembre 2023 portant approbation du dossier préliminaire de sécurité relatif au projet systèmes et ouvrages transverses du plan de mandat 2021-2026

La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète de la Zone de défense et de sécurité sud-est,
Préfète du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

VU le code des transports,

VU le décret n°2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés,

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2010-1580 du 17 décembre 2010 relatif au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés,

VU le décret n°2017-440 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des transports publics guidés,

VU le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône - Mme BUCCIO (Fabienne),

VU l'arrêté du 23 mai 2003 modifié relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transports publics guidés urbains,

VU l'arrêté préfectoral n°69-2023-11-30-00007 du 30 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Nicolas ROUGIER, directeur départemental des territoires du Rhône par intérim,

VU la circulaire du 6 juillet 2011 relative à l'organisation du contrôle des systèmes de transports et de l'instruction des dossiers entre le service technique des remontées mécaniques et des transports guidés, les préfets et leurs services, en application du décret du 17 décembre 2010,

VU les guides d'application du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés en vigueur relatifs au contenu détaillé des dossiers de sécurité,

CONSIDÉRANT la décision de complétude tacite du dossier préliminaire de sécurité relatif au projet systèmes et ouvrages transverses du plan de mandat 2021-2026 en date du 28 septembre 2023,

CONSIDÉRANT l'avis favorable du bureau Sud-Est du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés en date du 11 décembre 2023,

ARRÊTE

Article 1 : Approbation du dossier préliminaire de sécurité.

Le dossier préliminaire de sécurité relatif au projet systèmes et ouvrages transverses du plan de mandat 2021-2026 est approuvé.

Article 2 : Prescriptions associées d'ordre général.

L'approbation du dossier préliminaire de sécurité est assortie des prescriptions suivantes pour :

- les travaux intermédiaires : les travaux prévus sont en interface avec les lignes de tramway en exploitation du réseau de Lyon. Afin de s'assurer de la non régression des systèmes impactés, le passage à chaque séquence de travaux identifiée comme sécuritaire se déroulera de la façon suivante :
 - au démarrage de chaque séquence : évaluation par l'organisme qualifié agréé des attendus à valider pour passer à la séquence suivante, sous la forme d'une note de reprise intermédiaire d'exploitation,
 - à l'issue de la séquence de travaux : approbation de l'organisme qualifié agréé de la note de reprise intermédiaire d'exploitation complétée pour passage à la séquence suivante.

Dans un délai de 5 jours ouvrés après le passage à une nouvelle séquence de travaux identifiée comme sécuritaire, SYTRAL Mobilités adresse au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés, pour information, la note de reprise intermédiaire d'exploitation complétée, ainsi que l'avis de l'organisme qualifié agréé sur cette note.

- la mise en service anticipée : la mise en service anticipée des nouvelles platines de coupure d'urgence et de téléconsignation dans les postes de commandement du tramway de Meyzieu et Saint-Priest est autorisée, sous réserve du bon déroulement des essais et de l'accord sans réserve de l'organisme qualifié agréé .

Les fiches de synthèse des essais et l'avis de l'organisme qualifié agréé doivent être transmis par courriel au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés dans un délai de 2 jours ouvrés après la mise en service anticipée. Conformément à l'article 34 du décret n°2017-440 susvisé, la mise en service anticipée ainsi autorisée est provisoire. Le dossier de sécurité sera à déposer au plus tard en avril 2025 pour approbation préfectorale de cette mise en service.

- le rapport de sécurité de l'organisme qualifié agréé : les derniers points ouverts du journal des points ouverts (JPO) de l'organisme qualifié agréé Bureau Veritas doivent être clos avant le démarrage des travaux.

Fait, le 14 décembre 2023

Signé

Nicolas ROUGIER

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00001

69-2023-12-19 domiciliation entreprises ACFEG
2017-10 renouvel



PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques
et de l'administration locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG

Tél. : 04.72.61.61.29

Courriel : pref-reglementation-generale@rhone.gouv.fr

Lyon, le 19 décembre 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69 - 2023 - PORTANT AGRÉMENT POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE DOMICILIATION D'ENTREPRISES

La Préfète de la région Auvergne-Rhône Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2005/60 /CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme ;

Vu le code de commerce, notamment ses articles L 123-10 à L123-11-8 et R123-166 à R123-171 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L.561-2 ;

Vu l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

Vu le décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;

Vu le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R123-166-1 à R.123-166-5 du code de commerce) ;

Vu le dossier de demande de renouvellement d'agrément reçu le 27 octobre 2023, présenté par Messieurs Bruno MICHEL, Franck LABINTAN et Grimaud HOUNGBO en qualité de gérants de la Sarl AUDIT COMPTABILITE FINANCE ET GESTION - ACFEG, en vue d'être autorisée à fournir une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés ;

Considérant que la Sarl AUDIT COMPTABILITE FINANCE ET GESTION - ACFEG remplit les conditions requises pour être agréée en qualité de domiciliataire d'entreprises ;

Sur proposition de la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1 : La Sarl AUDIT COMPTABILITE FINANCE ET GESTION - ACFEG gérée par Messieurs Bruno MICHEL, Franck LABINTAN et Grimaud HOUNGBO, est agréée pour exercer au sein de son établissement principal situé 18 rue Anatole France 69200 Vénissieux, l'activité de domiciliation juridique.

.../...

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Article 2 : L'agrément portant le numéro 2017-10 est accordé pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Tout changement substantiel dans l'activité, l'installation, l'organisation ou la direction de la personne doit être déclaré à la préfecture du Rhône dans le délai de deux mois suivant l'entrée en vigueur de la modification.

Article 4 : La création de tout autre établissement secondaire doit être déclarée à la préfecture du Rhône dans le délai de deux mois suivant sa création.

Article 5 : Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation ou la direction de la personne, non signalé dans les délais mentionnés aux deux articles précédents peut entraîner la suspension voire le retrait de l'agrément.

Article 6 : Les personnes exerçant l'activité de domiciliation doivent mettre en œuvre les obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme définis au chapitre 1er du titre VI du livre V du code monétaire et financier.

Article 7 : La demande de renouvellement du présent agrément doit être effectuée au plus tard deux mois avant expiration de la présente autorisation.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : La Préfète, Secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une copie de l'arrêté sera transmise au greffe du Tribunal de Commerce de Lyon.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00006

69-2023-12-19 habilitation domaine funéraire
PFBONNEPART 69-0214 renouv



PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques
et de l'administration locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG

Tél. : 04.72.61.61.29

Courriel : pref-funeraire@rhone.gouv.fr

Lyon, le 19 décembre 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°69 - 2023 - PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-23-5 et suivants ;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

Vu le dossier de demande d'habilitation réceptionné en préfecture le 30 octobre 2023 et complété le 15 décembre 2023, transmis par Monsieur Arnaud BONNEPART, gérant de la SARL ALAIN BONNEPART ET FILS, pour l'établissement secondaire situé Route de Roanne Le Passet 69550 Amplepuis ;

Sur proposition de Madame la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'établissement secondaire de la SARL ALAIN BONNEPART ET FILS situé Route de Roanne Le Passet 69550 Amplepuis, dont le gérant est Monsieur Arnaud BONNEPART, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- Transport de corps avant et après mise en bière
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation en sous-traitance
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires
- Gestion et utilisation des chambres funéraires
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et à la crémation.

Article 2 : La durée de la présente habilitation délivrée sous le n°23-69-0214 est fixée à cinq ans.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-15-00003

Arrêté préfectoral mettant fin aux compétences
du syndicat mixte « Établissement Public pour
les Autoroutes Rhodaniennes de l'information »
(EPARI) constitué entre le Département du
Rhône, le Syndicat Rhodanien du câble, le
Service Départemental et Métropolitain
d'Incendie et de Secours et la Métropole de
Lyon

ARRÊTÉ n°

du 15 décembre 2023

mettant fin aux compétences du syndicat mixte « Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'information » (EPARI) constitué entre le Département du Rhône, le Syndicat Rhodanien du câble, le Service Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours et la Métropole de Lyon

**La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète du Rhône,
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5731-3 L.5721-7, L.5211-25-1 et L.5211-26 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 857 en date du 11 mars 1992 relatif à la création de l'Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'Information (EPARI)

VU les arrêtés préfectoraux n° 2017 du 19 mars 2009 et n° 69-2018-06-296001 du 29 juin 2018 relatifs aux statuts et compétences de l'EPARI ;

VU la résiliation anticipée de la convention de concession pour la conception, l'établissement, l'exploitation et l'entretien d'un réseau distribuant par câble des services de télévision, de radiodiffusion sonore et de communication conclue le 3 juillet 1995 entre l'EPARI et la société SFR Fibre SAS ainsi que la décision de cession du réseau qui ont pris effet respectivement les 26 et 27 octobre 2023 et qui conduisent à une dissolution de plein droit de l'EPARI ;

VU l'article 4 et l'article 17 des statuts de l'EPARI relatifs à la durée du syndicat et aux modalités financières de la dissolution ;

VU la délibération du comité syndical de l'EPARI en date du 6 mars 2023 relative à la dissolution et à la liquidation de ce syndicat et approuvant le principe de la dissolution de plein droit

VU la délibération du comité syndical de l'EPARI en date du 11 juillet 2023 prenant acte du projet d'accord de dissolution de l'EPARI présenté en annexe de la délibération et soumis à l'approbation dans des termes concordants à l'organe délibérant de chaque membre du syndicat et sollicitant l'engagement de la procédure de dissolution conduite en deux temps : intervention d'un arrêté préfectoral mettant fin aux compétences du syndicat au 31 décembre 2023 puis intervention ultérieure d'un arrêté actant de la dissolution et de la liquidation du syndicat après approbation par son organe délibérant de la répartition de l'actif et du passif, du compte de gestion 2023 et du compte administratif 2023.

CONSIDÉRANT que les conditions requises pour engager la procédure de dissolution de l'EPARI sont remplies ;

Sur la proposition de madame la préfète, secrétaire générale, préfète déléguée pour l'égalité des chances,

ARRETE :

Article 1^{er} – Il est mis fin à l'exercice des compétences l'Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'Information (EPARI) ainsi qu'à son régime fiscal et à ses droits à percevoir les dotations de l'État au 31 décembre 2023.

Le présent arrêté entraîne la mise en œuvre de l'article L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 2 – l'Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'Information L'EPARI conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution, prononcée par arrêté préfectoral après détermination des conditions de la liquidation.

Article 3 – Des arrêtés ultérieurs détermineront, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la dissolution de l'EPARI.

Article 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification soit par

- voie postale, (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03)
- voie dématérialisée, via l'application Telerecours Citoyen <https://citoyens.telerecours.fr/>

Article 5 – La préfète, secrétaire générale, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le président l'Établissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'Information (EPARI), le

président du conseil départemental, le président de la métropole de Lyon, le président du service départemental et métropolitain d'incendie et de secours et le président du syndicat Rhodanien de développement du câble sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon, le 15 décembre 2023

Signé la préfète
secrétaire générale
préfète déléguée pour l'égalité des chances

Vanina NICOLI

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-15-00004

Arrêté préfectoral mettant fin aux compétences
du syndicat Rhodanien de développement du
câble (SRDC)

ARRÊTÉ n°

du 15 décembre 2023

mettant fin aux compétences du syndicat Rhodanien de développement du câble

**La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète du Rhône,
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1 L.5212.33, L.5212-34- L.5211-25-1 et L.5211-26 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1841 en date du 4 juillet 1991 portant création du syndicat Rhodanien de développement du câble (SRDC) ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 2331 du 6 juillet 1992, n° 5544 du 14 décembre 2007 n°2014 065-0006 du 6 mars 2014, n° 69-2016-04-28-003 du 28 avril 2016, n° 69-2017-01-12-003 du 12 janvier 2017, n° 69-2018-07-05-002 du 5 juillet 2018 et n° 69-2019-04-29-004 du 29 avril 2019 relatifs à la modification des statuts et compétences du SRDC ;

VU la décision de résiliation anticipée de la convention de concession pour la conception, l'établissement, l'exploitation et l'entretien d'un réseau distribuant par câble des services de télévision, de radiodiffusion sonore et de communication conclue le 3 juillet 1995 entre l'EPARI et la société SFR Fibre SAS ainsi que la décision de cession du réseau qui ont pris effet respectivement les 26 et 27 octobre 2023 et qui conduisent à une dissolution de plein droit de l'EPARI et concomitamment du SRDC en raison de la perte de son objet défini à l'article 3 des statuts du syndicat;

VU la délibération du comité syndical du SRDC en date du 27 février 2023 approuvant le principe de la dissolution de plein droit du syndicat ;

VU la délibération du comité syndical du SRDC en date du 6 novembre 2023 prenant acte du projet d'accord de dissolution de l'EPARI présenté en annexe de la délibération et soumis à l'approbation dans des termes concordants à l'organe délibérant de chaque membre du syndicat et sollicitant l'engagement de la procédure de dissolution conduite en deux temps : intervention d'un arrêté préfectoral mettant fin aux compétences du syndicat au 31 décembre 2023 puis intervention ultérieure d'un arrêté actant de la dissolution et de la liquidation du syndicat après approbation par

son organe délibérant, de la répartition de l'actif et du passif , du compte de gestion 2023 et du compte administratif 2023.

CONSIDÉRANT que les conditions requises pour engager la procédure de dissolution du SRDC sont remplies ;

Sur la proposition de madame la préfète, secrétaire générale, préfète déléguée pour l'égalité des chances,

ARRETE :

Article 1^{er} – Il est mis fin à l'exercice des compétences du syndicat Rhodanien de développement du câble ainsi qu'à son régime fiscal et à ses droits à percevoir les dotations de l'État au 31 décembre 2023.

Le présent arrêté entraîne la mise en œuvre de l'article L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 2 – Le syndicat Rhodanien de développement du câble conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution, prononcée par arrêté préfectoral après détermination des conditions de la liquidation.

Article 3 – Des arrêtés ultérieurs détermineront, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la dissolution du syndicat Rhodanien de développement du câble.

Article 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification soit par

- voie postale, (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03)
- voie dématérialisée, via l'application Telerecours Citoyen <https://citoyens.telerecours.fr/>

Article 5 – La préfète, secrétaire générale, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le président du syndicat Rhodanien de développement du câble, les maires des communes membres et les présidents des EPCI membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon, le 15 décembre 2023

Signé la préfète
secrétaire générale
préfète déléguée pour l'égalité des chances

Vanina NICOLI

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-15-00002

Arrêté préfectoral relatif aux statuts et
compétences de la Communauté de Communes
Saône-Beaujolais

ARRÊTÉ n°

du 15 décembre 2023

relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais

**La Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)

VU la loi n° 2019-1461 du 28 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-17, L.5211-17-1 et L.5211-17-20.

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2016-11-16-003 du 16 novembre 2016 relatif à la création de la communauté de communes Saône-Beaujolais ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 69-2017-07-12-008 du 12 juillet 2017, n°69-2019-07-17-006 du 17 juillet 2019 et n°69-2021-06-18-00003 du 18 juin 2021 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais ;

VU la délibération du 6 juillet 2023 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Saône Beaujolais approuve le projet de modification statutaire de la communauté de communes sur les points suivants à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- Refonte des statuts comportant deux blocs de compétence : compétences obligatoires et autres compétences (comprenant les compétences anciennement qualifiées d'optionnelles et compétences facultatives).

- Transfert de compétences : élaboration d'études de schémas directeurs intercommunaux d'eau potable et d'assainissement collectif ; Actions dans le domaine culturel (détaillées dans les statuts) ; Actions dans le domaine du sport (détaillées dans les statuts) ; Actions en faveur de la ruralité (détaillées dans les statuts) ; Actions en faveur du tourisme limitées à la création et à l'aménagement de circuits et d'équipements touristiques visant notamment à la valorisation du patrimoine et des paysages et à l'attractivité du territoire.

- Restitution aux communes membres de la compétence « politique de la ville » ;

VU les délibérations par lesquelles une majorité des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Saône Beaujolais approuve ce projet de modification statutaire.

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité sont réunies ;

SUR la proposition de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Villefranche sur Saône ;

ARRÊTE :

Article 1 – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 69-2016-11-16-003 du 16 novembre 2016 portant création de la communauté de communes Saône-Beaujolais et modifiées par les arrêtés sus-visés sont remplacées par les dispositions suivantes à compter du 1^{er} janvier 2024:

Article 1er – La communauté de communes Saône-Beaujolais comprend les communes suivantes :

Aigueperse, Azolette, Beaujeu, Belleville-en-Beaujolais, Cenves, Cercié, Charentay, Chenas, Chiroubles, Corcelles-en-Beaujolais, Deux-Grosnes, Dracé, Emeringes, Fleurie, Julienas, Jullié, Lancié, Lantignié, Les Ardillats, Marchampt, Odenas, Propières, Quincié-en-Beaujolais, Régnié-Durette, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Didier-sur-Beaujeu, Saint-Etienne-La-Varenne, Saint-Georges-de Reneins, Saint-Igny-de-Vers, Saint-Lager, Taponas, Vauxrenard, Vernay et Villié-Morgon.

Article 2 – Le siège de la communauté de communes Saône-Beaujolais est situé à la Mairie de Belleville, 105 rue de la République, 69220 BELLEVILLE-BELLEVILLE EN BEAUJOLAIS.

Article 3 – La communauté de communes Saône-Beaujolais exerce les compétences suivantes :

1 • Compétences obligatoires :

1.1 Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

1-2 Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 (SRDEII); création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L.1111-4 avec les communes membres de l'EPCI à fiscalité propre ;

1-3 Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

1-4 Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

1-5 Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) dans les conditions prévues à l'article L.211-7-I du code de l'environnement sur les bassins versants du territoire de la communauté de commune:

→ l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (alinéa 1^{er} de l'article L.211-7-I du code de l'environnement) ;

→ l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal lac ou plan d'eau (alinéa 2 de l'article L.211-7-I du code de l'environnement) ;

→ défense contre les inondations des habitations (alinéa 5 de l'article L.211-7-I du code de l'environnement) ;

→ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines (alinéa 8 de l'article L.211-7-I du code de l'environnement).

2 • Autres compétences :

La communauté de communes Saône-Beaujolais exerce, au lieu et place des communes, les compétences suivantes:

2-1 Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

2-2 Politique du logement et du cadre de vie ;

2-3 Création, aménagement et entretien de la voirie ;

2-4 Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire ;

2-5- Action sociale d'intérêt communautaire.

2-6 Actions dans le domaine culturel en faveur de :

- a) La coordination et l'animation du Contrat Territoire Lecture et la coordination du réseau des bibliothèques communales ;
- b) Actions de soutien en faveur d'acteurs culturels ;
- c) La coordination et la participation à un projet d'éducation artistique et culturel tout au long de la vie ;
- d) Actions de soutien en faveur de l'enseignement artistique.

2-7 Actions dans le domaine du sport en faveur de :

- a) Élaboration et mise en œuvre d'un plan sportif local intercommunal ;
- b) Actions de soutien en faveur d'acteurs du sport.

2-8 Contrôle et aide à la gestion des installations d'assainissement non collectif; Animation des opérations collectives de réhabilitation.

2-9 Étude, construction, aménagement, extension, entretien et gestion des casernes de gendarmerie du territoire.

2-10 Actions favorisant le maillage territorial en matière d'infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables en tant qu'elles concernent création, l'entretien et l'exploitation desdites infrastructures.

2-11 Compétence Mobilité définie à l'article L.1231-1-1 du Code des transports.

2-12 Élaboration d'études de schémas directeurs intercommunaux d'eau potable et d'assainissement collectif.

2-13 Actions en faveur de la ruralité :

- a) Études, élaboration et mise en œuvre d'un plan alimentaire territorial ;
- b) Actions de soutien à l'économie circulaire et aux circuits courts ;
- c) Actions de soutien en faveur de l'agriculture, la viticulture et la sylviculture ;
- d) Réhabilitation et gestion du pôle d'excellence et d'innovation du domaine de la Grange Charton.

2-14 Actions en faveur du tourisme limitées à la création et à l'aménagement de circuits et d'équipements touristiques visant notamment à la valorisation du patrimoine et des paysages et à l'attractivité du territoire.

Article 4 – le conseil communautaire comprend 68 conseillers communautaires répartis ainsi :

- **1 conseiller** : Aigueperse, Azolette, Cenves, , Chenas, Chiroubles, Emeringes, Jullié,, Les Ardillats, Marchampt, Propières, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Didier-sur-Beaujeu, Saint-Etienne-La-Varenne, Saint-Igny-de-Vers, Vauxrenard, Vernay,

- **2 conseillers** : Beaujeu, Villié-Morgon, Deux-Grosnes, Quincié-en-Beaujolais, Fleurie, Charentay, Cercié, Régnié-Durette, Saint-Lager, Lancié, Taponas, Dracé, Odenas, Corcelles-en-Beaujolais, Julienas, Lantignié,

- **5 conseillers** : Saint-Georges-de-Reneins,

- **14 conseillers** : Belleville-en-Beaujolais.

Article 5 – L’adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte n’est subordonnée qu’à la décision du conseil communautaire.

Article 6 – Les fonctions de receveur de la communauté de communes Saône-Beaujolais sont exercées par le trésorier désigné par le préfet sur proposition du Directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

Article 7 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification soit par :

- voie postale, (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03)
- voie dématérialisée, via l'application Telerecours Citoyen <https://citoyens.telerecours.fr/>

Article II– le sous-préfet de l’arrondissement de Villefranche-sur-Saône, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le président de la communauté de communes Saône-Beaujolais et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Villefranche-sur-Saône le 15 décembre 2023

le sous-préfet de Villefranche sur Saône

Jean-Jacques BOYER

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00002

habilitation_domaine_funéraire_Aso_coop_fun
éraire_Lyon_69-0723_création

Lyon, le 19 décembre 2023

Préfecture

Direction des Affaires juridiques et de
l'Administration Locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG
Tél. : 04.72.61.61.29
Courriel : pref-funeraire@rhone.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°69 - 2023 -
PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE**

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-23-5 et suivants ;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

Vu le dossier de demande d'habilitation réceptionné en préfecture le 9 novembre 2023 et complété le 14 décembre 2023, transmis par Monsieur Julien GROUILLER, président de l'Association de préfiguration de la coopérative funéraire de Lyon, pour l'établissement principal situé 40 avenue de la Table de Pierre 69340 Francheville ;

Sur proposition de Madame la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'établissement principal de l'Association de préfiguration de la coopérative funéraire de Lyon, situé 40 avenue de la Table de Pierre 69340 Francheville et dont le président est Monsieur Julien GROUILLER, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- Transport de corps avant et après mise en bière en sous-traitance
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation en sous-traitance
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil en sous-traitance
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et à la crémation en sous-traitance.

Article 2 : La durée de la présente habilitation, délivrée sous le n°23-69-0723, est fixée à cinq ans.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00003

habilitation_domaine_funéraire_OGF_Condrieu_
69-0483_modif



PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lyon, le 19 décembre 2023

Préfecture

Direction des Affaires juridiques et de
l'Administration Locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG

Tél. : 04.72.61.61.29

Courriel : pref-funeraire@rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°69 - 2023 - MODIFIANT L'ARRÊTÉ N°69-2021-02-27-009 DU 27 FÉVRIER 2021 PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-23-5 et suivants ;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2021-02-27-009 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu le dossier de demande de modification d'habilitation relative au changement de forme juridique réceptionné en préfecture le 05 décembre 2023, transmis par Monsieur Christophe GUILLOT, dirigeant de la Sas OGF pour l'établissement secondaire situé 17 rue Belfort 69420 Condrieu et dont le nom commercial est « PFG - POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES » ;

Sur proposition de Madame la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-02-27-009 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement secondaire de la Sas OGF situé 17 rue Belfort 69420 Condrieu dont le nom commercial est « PFG - POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES » et dont le dirigeant est Monsieur Christophe GUILLOT, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- Transport de corps avant et après mise en bière
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation en sous-traitance
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et à la crémation. ».

Article 2 : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-02-27-009 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La présente habilitation délivrée sous le n°21-69-0483 est valable jusqu'au 27 février 2026. ».

.../...

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Article 3 : Le reste est sans changement.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00004

habilitation_domaine_funéraire_OGF_Givors_69-
0265_modif



PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lyon, le 19 décembre 2023

Préfecture

Direction des Affaires juridiques et de
l'Administration Locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG

Tél. : 04.72.61.61.29

Courriel : pref-funeraire@rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°69 - 2023 - MODIFIANT L'ARRÊTÉ N°69-2021-02-27-010 DU 27 FEVRIER 2021 PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-23-5 et suivants ;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2021-02-27-010 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu le dossier de demande de modification d'habilitation relative au changement de forme juridique réceptionné en préfecture le 05 décembre 2023, transmis par Monsieur Christophe GUILLOT, dirigeant de la Sas OGF pour l'établissement secondaire situé 17 rue Marcel Paul 69700 Givors et dont le nom commercial est « PFG - SERVICES FUNÉRAIRES » ;

Sur proposition de Madame la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-02-27-010 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement secondaire de la Sas OGF situé 17 rue Marcel Paul 69700 Givors dont le nom commercial est « PFG - SERVICES FUNÉRAIRES » et dont le dirigeant est Monsieur Christophe GUILLOT, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- Transport de corps avant et après mise en bière
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation en sous-traitance
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires
- Gestion et utilisation des chambres funéraires
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et à la crémation. ».

Article 2 : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-02-27-010 du 27 février 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La présente habilitation délivrée sous le n°21-69-0265 est valable jusqu'au 27 février 2026. ».

.../...

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Article 3 : Le reste est sans changement.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 5: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON

69_Préf_Préfecture du Rhône

69-2023-12-19-00005

habilitation_domaine_funéraire_PF PRIVILEGE
OBSEQUES_69-0722_création

Lyon, le 19 décembre 2023

Préfecture

Direction des Affaires juridiques et de
l'Administration Locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Stéphanie SISAVANG
Tél. : 04.72.61.61.29
Courriel : pref-funeraire@rhone.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°69 - 2023 -
PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE**

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-23 et R.2223-23-5 et suivants ;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

Vu le dossier de demande d'habilitation réceptionné en préfecture le 20 novembre 2023 et complété le 11 décembre 2023, transmis par Madame Sonia VEYSEYRE, pour l'établissement principal de la micro-entreprise situé 5 avenue de Ménival 69905 Lyon et dont l'enseigne et le nom commercial sont « PRIVILÈGE OBSÈQUES POMPES FUNÈBRES » ;

Sur proposition de Madame la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'établissement principal de la micro-entreprise de Madame Sonia VEYSEYRE situé 5 avenue de Ménival 69905 Lyon, dont l'enseigne et le nom commercial sont « PRIVILÈGE OBSÈQUES POMPES FUNÈBRES », est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires ci-après :

- Transport de corps avant et après mise en bière en sous-traitance
- Organisation des obsèques
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil en sous-traitance
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et à la crémation en sous-traitance.

Article 2 : La durée de la présente habilitation délivrée sous le n°23-69-0722 est fixée à cinq ans.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

La Préfète,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Signé : Julien PERROUDON